

## PREFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DES ACTIONS  
INTERMINISTÉRIELLES  
ET EUROPÉENNES  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par Claire-Lise SOUVIGNET :  
Téléphone 04.77.48.45.25 :  
Courriel : claire-lise.souvignet@loire.pref.gouv.fr

Le Préfet de la Loire  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

Dossier n° : 80/4765

Arrêté n° : 2008/1299

**VU** le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement et notamment son article L 512-12-2ème alinéa ;

**VU** le Code de l'environnement, notamment son article R 512-52 ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2008 imposant une suspension d'activités à la Société VITALE RECYCLAGE suite à l'incendie survenu le 22 août 2008 sur son site à SAINT-CYPRIEN-Les Grandes Terres ;

**VU** le récépissé de déclaration délivré le 7 novembre 2008 réglementant les activités de broyage et de stockage de bois, exercées par la Société VITALE RECYCLAGE sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN - Les Grandes Terres, parcelle cadastrée 101 ;

**VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 20 octobre 2008 ;

**VU** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours de sa séance du 3 novembre 2008 ;

**VU** l'absence d'observations émises par l'exploitant sur le projet d'arrêté transmis par courrier le 12 novembre 2008

**CONSIDERANT** que les eaux d'incendie peuvent contenir des substances nocives et ont pu atteindre la nappe phréatique ;

**CONSIDERANT** que les intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement susvisé ne sont pas garantis par l'exécution des prescriptions générales contre les inconvénients inhérents à l'exploitation d'une installation soumise à déclaration ;

**CONSIDERANT** que dans ces conditions il apparaît nécessaire d'imposer des prescriptions spéciales visant à réaliser une surveillance des eaux souterraines ;

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

### ARRETE

**ARTICLE 1** – La société VITALE RECYCLAGE, dont le siège social se trouve ZI des Vollons à ANDREZIEUX-BOUTHEON, est tenue de se conformer aux dispositions du présent arrêté, pour ses installations sises sur le territoire de la commune de SAINT-CYPRIEN lieu dit "Les Grandes Terres".

**ARTICLE 2 - Surveillance des eaux souterraines**

L'exploitant est tenu de surveiller la qualité des eaux souterraines situées au droit et à proximité de son site (parcelles cadastrées n° 101 et 132), conformément aux dispositions du présent article.

### Article 2.1 - Conception du réseau de forages

Sur la base d'une étude de l'hydrogéologie du site, seront définis :

- leur nombre (deux forages, au moins, sont implantés en aval hydraulique du site, et un en amont)
- leur lieu d'implantation
- leur profondeur

Tous les éléments visant la conception du réseau de forages seront soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées avant sa réalisation.

### Article 2.2 - Réalisation des forages

Les forages seront réalisés dans les règles de l'art conformément aux recommandations du fascicule AFNOR -FD-X 31-614 d'octobre 1999.

### Article 2.3 - Prélèvement et échantillonnage des eaux souterraines

Le prélèvement, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau suivent les recommandations du fascicule AFNOR FD-X-31.615 de décembre 2000.

En cas de présence de flottants, leur épaisseur sera mesurée et la phase dissoute ne sera pas analysée, sauf à disposer d'un piézomètre adapté à cette mesure.

### Article 2.4 - Nature et fréquence d'analyse

Les paramètres ci-dessous feront l'objet d'analyses à fréquence semestrielle, avec des analyses en période de hautes eaux et de basses eaux, après application de l'article 2.6 du présent arrêté.

- Hydrocarbures totaux,
- COHV,
- Métaux : manganèse, chrome, cuivre, arsenic, fer, plomb, aluminium,
- métaux totaux,
- PCB,
- BTEX.

Ils seront complétés par toutes les substances identifiées en quantité significative dans les sols.

Les analyses seront effectuées selon les normes en vigueur.

**Article 2.5** – Les résultats de ces mesures seront comparés à l'état initial de l'environnement, aux milieux naturels voisins et à des valeurs de gestion réglementaires pour les voies et les scénarii d'exposition pertinents identifiés.

Les références suivantes devront être utilisées :

milieux	références
eau	<ul style="list-style-type: none"> <li>- critères de potabilité des eaux définies dans l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 susvisé, dans le cas d'une éventuelle exposition par l'ingestion d'eau,</li> <li>- critères de qualité des eaux brutes destinées à la production d'eau potable si la ressource " eau " n'est pas encore utilisée mais doit être préservée en vu d'un usage eau potable, ou le cas échéant aux critères de potabilité des eaux</li> </ul>

### Article 2.6 – Échéances de mise en œuvre

L'entreprise VITALE RECYCLAGE devra respecter les échéances suivantes à compter de la notification du présent arrêté :

- Conception du réseau de forage avec validation par l'hydrogéologue : .....1 mois
- Réalisation des premières analyses : .....2 mois

Le résultat des analyses et de la mesure du niveau piézométrique en cote NGF est transmis à l'inspecteur des installations classées au plus tard 1 mois après leur réalisation avec systématiquement commentaires de l'exploitant sur l'évolution (situation qui se dégrade, s'améliore ou reste stable), sur les dépassements et les propositions de traitements éventuels. Les calculs d'incertitude (prélèvements, transport, analyse...) sont joints avec le résultat des mesures.

### Article 2.7 – Durée de la surveillance

La surveillance sera poursuivie tant que la qualité des eaux n'aura pas rejoint l'objectif défini en accord avec l'inspecteur des installations classées et pendant au moins 4 ans.

Toute demande de révision du programme de surveillance des eaux souterraines sera accompagnée d'un dossier technique dûment argumenté.

### ARTICLE 3 - Dispositions complémentaires

**Article 3.1** – Si une pollution est constatée dans les eaux, sur avis de l'inspection des installations classées, un recensement des cibles potentielles (habitations, sources d'alimentation en eau potable, puits privés...) susceptibles d'être atteintes par la pollution sera réalisé.

**Article 3.2** – Les résultats des mesures sur l'ensemble des milieux (milieux sources, milieux exposition...) qui auront été réalisées seront complétées, le cas échéant, par des modélisations pour orienter la recherche des zones impactées.

**ARTICLE 4** - Les travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions des articles ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

**ARTICLE 5** - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'établissement par les soins du bénéficiaire.

**ARTICLE 6** - Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le bénéficiaire et commence à courir du jour de la notification de la présente décision. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision, ce délai étant le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

**ARTICLE 7** - M. le Sous-Préfet de MONTBRISON, M. le Maire de SAINT-CYPRIEN et l'Inspecteur des Installations Classées sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie restera déposée en mairie où tout intéressé aura le droit d'en prendre connaissance. Un extrait sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie, il sera dressé procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité.

Fait à, Saint-Étienne, le

08 DEC. 2008

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Patrick FERIN

#### Copie adressée à :

- Monsieur le Directeur  
Société VITALE RECYCLAGE  
Z.I. Les Volons II  
42160 ANDREZIEUX-BOUTHEON

- M. le Sous-Préfet de MONTBRISON  
- Monsieur le maire de SAINT-CYPRIEN

~~Il est recommandé de déposer la copie de cet arrêté, en deux exemplaires, auprès de la Direction Générale de l'Environnement, de la Prévention et de la Sécurité.~~

~~Le Secrétaire Général~~

- Archives 2008-303

- Chrono

